

AFFAIRE DES CADRES D'ALGÉRIE POSTE

La chambre d'accusation de nouveau saisie

La chambre d'accusation de la cour d'Alger va statuer aujourd'hui, et pour la seconde fois consécutive, sur la requête introduite par la défense qui porte sur la mise en liberté provisoire de leurs clients, mis en cause dans l'affaire des cadres d'Algérie Poste.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Pour rappel, sont poursuivis dans cette affaire plusieurs personnes

exerçant au niveau de la direction générale d'Algérie Poste dont deux receveurs, à savoir les directeurs des

agences postales de Hydra et de Birkhadem.

Les personnes incriminées ont été placées sous mandat de dépôt par le juge instructeur de la 3^e chambre relevant du tribunal de Sidi-M'hamed le 21 octobre dernier, soit le jour même de leur présentation par la police judiciaire

devant la justice. Selon l'ordonnance de renvoi portant mise sous mandat de dépôt, il est reproché aux mis en cause le «non-respect du règlement interne et le détournement de biens publics».

Les avocats justifient leur requête par le fait que le jugement de cette affaire

ne nécessite pas la mise sous mandat de dépôt de certains prévenus, puisque leur mise en liberté provisoire ne peut en aucun cas influencer sur le cours de l'instruction».

Pis encore, les cadres en question «des pères de famille, remplissant toutes les conditions exigées par la loi, peuvent bénéficier des dispositions portant code de procédure pénale».

Pour rappel, cette requête intervient au moment où un large débat sur «le recours abusif à la mise sous mandat de dépôt des prévenus par les juges

d'instruction» est engagé.

La question avait été évoquée lors de la dernière réunion du conseil national du Syndicat national des magistrats lors de laquelle le président de cette organisation avait avancé le chiffre de 11 % de personnes placées sous mandat durant l'année 2008.

Il est à rappeler que le rôle de la chambre d'accusation est de contrôler les décisions du juge d'instruction et d'examiner les affaires devant être soumises à instruction ou renvoyées devant des juridictions pour être jugées.

A. B.

AZEDDINE MIHOUBI LANCE LA RADIO LOCALE DE BOUIRA

Quand le secrétaire d'Etat ignore les problèmes de la presse écrite

Venu à Bouira pour lancer la radio locale, dont l'inauguration officielle se fera, comme il a tenu à le souligner, prochainement par le président de la République, M. Azeddine Mihoubi, secrétaire d'Etat chargé de la Communication auprès du Premier ministre, qui a programmé une rencontre avec les représentants de la presse, a laissé tout le monde sur sa faim, surtout en matière de problèmes auxquels les correspondants locaux font face.

En effet, si M. Mihoubi a été prolifique en conseils et données concernant la radio et la télévision, ainsi que les perspectives qui se présentent à ces deux médias, en matière de nouvelles stations de radio au niveau des six wilayas restantes sur les 48, le lancement de nouvelles radios thématiques, ainsi que celui, au cours de l'année 2009, de deux autres chaînes de télévision (tamazight et celle du Coran), il s'est montré très évasif sur la presse écrite indépendante.

Ainsi, au cours du point de presse, M. Mihoubi s'est tellement drapé dans un costume de directeur de l'ENRS qu'il était avant sa promotion, et duquel il ne semble pas se séparer, qu'il ne put répondre à la moindre question des journalistes et correspondants locaux sur les problèmes de la presse écrite, surtout indépendante. M. Mihoubi

a refusé de répondre à la question d'un journaliste concernant les peines d'emprisonnement qui continuent de frapper la presse algérienne, dont le récent épisode et sûrement pas le dernier, est celui du directeur d'*El Watan* et d'une journaliste condamnés à deux mois de prison ferme chacun. En outre, le secrétaire d'Etat s'est montré surpris par la question du *Soir d'Algérie* concernant la publicité de l'ANEP qui est refusée à ce seul quotidien. Le secrétaire d'Etat s'est dit ignorer totalement cette situation. Concernant les problèmes de la presse écrite et le régime spécifique promulgué en avril dernier, le projet de la nouvelle loi sur la publicité et la carte nationale de presse promise avant la fin de l'année en cours par M. Boukerzaza, le secrétaire d'Etat chargé de la Communication a seulement promis de faire aboutir

tous ces projets laissés en chantier par son prédécesseur. Quand ? Il ne le dira pas. En somme, disons que la sortie du secrétaire d'Etat chargé de la Communication auprès du Premier ministre, aurait été bénéfique si elle était porteuse d'une quelconque nouvelle qui aurait pu contenter le correspondant local qui vit dans une précarité généralisée avec un salaire indécent quand celui-ci existe. Au lieu de cela, le secrétaire d'Etat est allé jusqu'à donner des leçons aux correspondants, leur reprochant leur manque de professionnalisme et la nécessité pour les éditeurs employeurs de leur assurer des cycles de formation, avant qu'un autre correspondant ne lui rappelle que l'espoir du correspondant est de voir justement le département qu'il dirige agir auprès des éditeurs afin de les obliger à déclarer leurs journalistes, pour les assurer et de leur assurer une formation. Rappelons que le secrétaire d'Etat, qui a lancé le début des émissions de la radio locale à partir d'hier, s'est attardé sur le rôle des radios locales dans le rapprochement gouvernants-

gouvernés, le développement local, la sensibilisation et le traitement de sujets spécifiques à chaque région. Pour rappel, la radio locale de Bouira, dont les fréquences sont de 106.9 et 103.9 MHz sur ondes FM, qui peut être captée au niveau de toutes les wilayas limitrophes, y compris dans la capitale, diffusera dans un premier temps pendant 7 heures 20 minutes quotidiennement, entre 6h 40 minutes jusqu'à 14 heures, des programmes variés et des informations dans les deux langues, arabe et tamazight.

Au sujet de tamazight, le secrétaire d'Etat accompagné du directeur général de l'ENRS, Toufiq Khelladi, et de celui de la TDA, Abdelmalek Houyou, a insisté auprès des responsables de la radio de Bouira et des journalistes qui y activent pour se rapprocher des universitaires, surtout avec l'ouverture du département de langue tamazight, au centre universitaire de Bouira, et ce, afin d'utiliser les termes techniques en tamazight et éviter le mélange tamazight langue française, comme c'est souvent le cas.

Y. Y.

DJELFA

Destruction des mines antipersonnel

L'appel en faveur de l'interdiction totale de la production, du transfert, du stockage et de l'emploi de ces mines a été peu à peu entendu, admis et suivi par plusieurs Etats. Notre pays a adhéré et signé la convention d'Ottawa le 3 décembre 1997, après les premiers accords d'Oslo le 18 septembre de la même année.

L'Algérie a ratifié officiellement le 17 décembre 2000 l'accord final et a présenté un rapport détaillé sur les stocks et la localisation des zones concernées.

Un décret présidentiel daté du 8 mars 2003 a défini la composition et les missions d'un comité interministériel de suivi et de mise en œuvre de la convention. L'Algérie continue donc d'honorer ses engagements vis-à-vis des accords d'Ottawa, en procédant à la destruction des mines antipersonnel.

N'ayant gardé que 15030 mines pour le développement des techniques de détention, d'élimination ou de destruction de ces mines et enfin pour les besoins d'entraînement et de formation, notre pays a voulu montrer sa bonne volonté, en décidant de réduire ses stocks pour ne garder que 6000 et a entamé la destruction de 9030 mines.

La première étape a eu lieu hier au polygone de Dhait El Bkhor (Hassi Bahbah - 80 km au nord de Djelfa).

Devant les ambassadeurs du Canada, de la Belgique et de la Suède, ainsi que plusieurs responsables d'ONG, telles que Handicap international, CICR, PNUD et Crasc d'Oran, de hauts gradés de l'ANP ont procédé à la destruction de 1000 mines.

Bekaï Bensaïd

LES ROBES NOIRES EN CONCLAVE DURANT QUARANTE-HUIT HEURES

L'Union des barreaux prépare sa réponse à Belaïz

Une réunion de l'Union nationale des barreaux d'Algérie (UNBA), composée des treize conseils de l'Ordre régionaux, s'est tenue, hier à Biskra et se poursuivra aujourd'hui, a-t-on appris. A l'ordre du jour de cette rencontre, «arrêter d'une manière définitive la position de l'UNBA concernant l'avant-projet de loi portant exercice de la fonction d'avocat».

Les représentants des robes noires rencontreront prochainement le ministre de la Justice et garde des Sceaux et à l'occasion, ils lui feront part de la position de la corporation concernant l'avant-projet de loi portant exercice de la fonction d'avocat.

«C'est le devenir de la profession d'avocat et du justiciable qui sont en jeu», nous explique un avocat d'Alger qui a préféré garder l'anonymat.

Pour rappel, l'avant-projet de loi en question ne fait pas l'unanimité au sein de la corporation des robes noires. Certains l'ont,

certaines, applaudi, mais la majorité écrasante l'a «dénoncé» et «rejeté globalement et dans le détail», notamment l'article 24 qui fait référence aux incidents qui pourraient survenir lors des plaidoiries et dont pourrait être rendu coupable l'avocat.

«Lorsqu'une juridiction estime que l'avocat a failli à ses obligations professionnelles, le procureur général en informe le bâtonnier afin de prendre les mesures disciplinaires adéquates.

Le bâtonnier peut dans un délai d'un mois soit décider de classer l'affaire, soit de saisir le

conseil de discipline. La décision de classement est immédiatement notifiée au procureur général et au ministre de la Justice et garde des Sceaux qui peut dans un délai d'un mois à compter de la notification saisir la commission nationale de recours», prévoit l'avant-projet de loi.

«Lorsqu'il est saisi par le bâtonnier, le conseil de discipline doit statuer dans les deux mois de sa saisine et passé ce délai, le ministre de la Justice et garde des Sceaux saisit la commission nationale de recours qui doit statuer sur l'action disciplinaire dans les deux mois de sa saisine», est-il encore précisé.

En somme, pour un grand nombre d'avocats, cette disposition est «identique au texte de 2001 (largement décrié par les avocats, ndr) qui avait comme

principal objectif de mettre l'avocat sous la coupe du parquet».

Pour rappel, le texte de 2001 accorde dans son article 48 au procureur général le droit de saisir le conseil de discipline de l'Ordre des avocats.

Il introduit, en outre, une disposition (article 53) qui fait obligation au bâtonnier de notifier toute décision du conseil de discipline, non seulement au ministre de la Justice et à l'avocat objet de la plainte, mais aussi au procureur général.

Une autre modification (art. 54) permet au même procureur d'introduire un recours contre une décision du conseil de discipline, un droit habituellement réservé à l'avocat, objet de la plainte, et au ministre de la Justice. Pour rappel, l'exercice du métier d'avocat est régi par un texte plutôt libéral de

janvier 1991. Des avocats et autres juristes contactés à ce sujet ont qualifié l'article 24 «d'épée de Damoclès».

Selon eux, il constitue incontestablement une «régression» en matière des droits de la défense.

«S'il y a un incident au cours d'une audience, il peut être réglé à l'amiable en quelques minutes sur simple suspension de la séance par le juge.

Le justiciable a droit à une défense qui s'exerce en toute liberté, loin de toute pression et de la tutelle», dira, pour sa part, l'avocat Benissad qui rappelle que la Constitution algérienne consacre les droits de la défense et, par conséquent, il est du devoir, dit-il, de l'Etat de rendre effectifs tous ses engagements constitutionnels et internationaux.

A. B.